M 1669 - N° 922 - 12 F - mai 1993 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Dessin de Don Wasserman paru dans le Boston Globe - *Etats-Unis*

M 1669 - 922 - 12,00 F

AU SOMMAIRE DE CE N° 922:

* **ÉLECTIONS :**

page 3 nouveau bilan, par M-L Duboin.

page 5 au hasard des lettres de candidats

* **ACTUALITÉ :**

page 11 lu, vu, entendu

* **RÉFLEXIONS :**

page 7 lettre ouverte aux capitalistes, par A. Prime.

page 9 l'argent et la morale, par R. Marlin

* **BLOC-NOTES** page 12

* **COURRIER DES LECTEURS À PROPOS DES ÉLECTIONS** page 13

* **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE EN QUELQUES LIGNES** pages 15 et 16

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*

Rédacteurs (tbénévoles) : les abonnés qui le souhaitent. Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

Téléphone : **les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement, **(16) 1 30 71 58 04**
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

_____

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F, franco) aux lecteurs intéressés.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

nouveau bilan…

par Marie-Louise DUBOIN

A peine avions-nous "bouclé" notre précédent numéro, qu'une avalanche de nouveaux questionnaires remplis nous parvenait. Nos lecteurs se sont vraiment montrés actifs et je me sens obligée de recommencer les statistiques pour vérifier dans quelle mesure elles sont modifiées par la seconde fournée de réponses.

Au 20 avril 1993, le bilan s'établit ainsi : la majorité, soit 35,4 % des réponses, provient des groupes écologiques (Verts, GE, NE, Entente Écologique, SEGA,…), 26,2 % viennent de la gauche (PS, MRG, Mouvement des Citoyens), 20 % de l'ensemble de la droite, 9,2 % du PC, 3,1 % de divers gauche (Lutte Ouvrière, Parti des Travailleurs,…) et 6,1 % d'inclassables (tel le Parti de la Loi Naturelle).

Pratiquement tous les candidats, et c'est heureux, prétendent connaître la façon d'adapter les moyens de production pour faire disparaître la pauvreté (Question 15), dont ils pensent tous (à 99 % pour être précis) qu'elle est imputable au système économique (Q14), et, à 50 %, au gouvernement «*parce qu'il n'a fait que le maintenir*».

Certaines questions ont également obtenu un grand consensus : à 80 % il est reconnu qu'on peut aujourd'hui produire encore plus avec moins de travail (Q3) et qu'on peut produire pour ceux dont les besoins sont insolvables. Plus encore, 82,5 %, pensent que notre pays peut fournir de quoi vivre décemment à tous ses citoyens (Q11).

La nécessité de diminuer la durée du travail pour vaincre le chômage est perçue par trois sur quatre des candidats qui ont répondu, un peu moins (70,5 %) admettent que le lien entre travail et revenus n'est pas intangible (Q10) et 70 %, que la richesse produite augmente alors même que le chômage augmente (Q2).

Ces questions sont pour nous essentielles. Le consensus auquel elles ont donné lieu, ce qui n'aurait certainement pas été le cas il y a une dizaine d'années, nous conforte dans l'idée que l'opinion a sérieusement évolué, au point qu'une majorité est prête maintenant à admettre ce qui constitue la base de nos analyses (sauf les politiciens de droite, comme le prouvent les statistiques du tableau de la page suivante). Ceci est donc un encouragement à redoubler d'efforts (au moins auprès des gens ayant une mentalité progressiste).

Les points sur lesquels il va falloir axer ces efforts nous sont indiqués par les questions pour lesquelles la majorité qui se dégage est moins nette. 63 % pensent que la croissance favorise l'emploi (1), même si un candidat précise qu'il faudrait pour cela que la dite croissance dépassât 4 %, ce à quoi, d'ailleurs, les écologistes s'opposent, pour des raisons de conservation du potentiel de la planète.

L'opinion générale admet qu'on peut produire de quoi faire vivre décemment tous les citoyens, tout en diminuant la durée du travail, mais, paradoxalement, elle hésite sur la possibilité de maintenir les salaires, tout en admettant aussi que le lien entre travail et revenus n'est pas inamovible. Un candidat sur trois s'oppose à l'idée de diminuer simultanément temps de travail et salaire, la majorité étant prête à l'admettre à partir d'un certain seuil, le plus souvent fixé par les écologistes dont l'estimation oscille entre 1,5 et 2,5 fois le SMIG.

La diminution des salaires, même seulement des plus élevés, correspond à une baisse du pouvoir d'achat total, donc du nombres de clients. Comment faire pour éviter la récession, c'est-à-dire pour solvabiliser les clients potentiels? L'opinion des candidats ne s'exprime guère sur ce point, comme si cet aspect du problème lui échappait. Les seules solutions avancées vont dans le sens d'indemniser les salariés dans la mesure où ils acceptent de travailler moins, en taxant les entreprises qui les remplacent par des machines, c'est-à-dire en freinant leur modernisation. C'est certainement ainsi qu'on mettra enfin la machine au service de l'homme !

Les questions à incidence "financières" sèment la panique et récoltent le flou. Est-il matériellement possible de fournir à tous de quoi vivre? — Oui. Est-ce financièrement possible ? On hésite. On cherche comment faire mais surtout en ne changeant rien. On a des recettes sans envergure, mais personne n'ose affirmer que puisque c'est matériellement possible et humainement souhaitable, il faut le *rendre financièrement* possible, quitte pour cela à remettre en cause le système. Et pourtant l'accord est quasi total sur la responsabilité dudit système !

(1) Lire pourtant la déclaration de Mme Archambaud, député européenne, et que nous citons ci-dessous, page suivante.

Nos lecteurs trouveront ci-dessous une statistique des réponses en relation avec la tendance politique, plus loin une série de commentaires ajoutés à leurs réponses par certains candidats et dans notre rubrique "courrier" les commentaires de nos lecteurs.

Voici, classées suivant l'appartenance politique du candidat, les réponses reçues à six questions posées qui nous paraissent essentielles:

Pensez-vous

2. que malgré l'accroissement du chômage, la richesse du pays augmente ?

Ensemble des réponses : OUI, à 75 %
Parmi les réponses NON,77 % proviennent des partis de droite.

3. qu'il soit possible de produire encore plus avec encore moins de travail ?

Ensemble des réponses : OUI, à 81%
Parmi les réponses NON, 61,5 % proviennent des partis de droite.

7. qu'il soit nécessaire de diminuer fortement la durée du travail pour vaincre le chômage ?

Ensemble des réponses : OUI, à 75%
Parmi les réponses NON, 85 % proviennent des partis de droite.

10. Pensez-vous que le lien entre revenu et travail soit intangible ?

Ensemble des réponses : NON, à 74%
Parmi les réponses OUI, 69 % proviennent des partis de droite et 16 % du PC.

11. Croyez-vous matériellement possible de fournir de quoi vivre décemment à tous les citoyens, indépendamment de leur emploi ?

Ensemble des réponses : OUI, à 86%
Parmi les réponses NON, 31 % proviennent des partis de droite.

13. On ne produit aujourd'hui que pour vendre, donc en fonction des seuls besoins solvables, pensez vous qu'il soit possible de faire autrement ?

Ensemble des réponses : OUI, à 90%
Parmi les réponses NON, 46,2 % proviennent des partis de droite.

Ci-dessous, un extrait des informations sur les débats du Parlement Européen, publiées par le journal *Tribune de l'Europe*, sous la responsabilité du Parlement Européen, dans son numéro de mars 1993 :

Quelle croissance ?

La croissance est un mythe, j'en ai la conviction très forte, a déclaré Madame Aline ARCHAMBAUD, députée française des Verts au Parlement Européen. La guerre économique qui en résulte détruit plus d'emplois qu'elle n'en génère.

Une nouvelle vision du travail s'impose ; il faut parvenir à un partage du temps de travail (semaine de 35 heures) sans précarisation de l'emploi et ainsi réhabiliter le temps libre, la qualité de la vie, permettre un renouveau de la démocratie réelle.

Accord de M. HERZOG, pourvu que ce partage du travail ne s'accompagne pas d'un appauvrissement des salariés.

M.BERNARD-REYMOND s'est toutefois interrogé sur la faisabilité de tels projets, déjà avancés il y a 20 ans lorsque la Communauté connaissait une croissance de 6 %. Nous sommes à «l'aube d'une réflexion très importante sur l'avenir du développement de nos économies »; ce débat doit s'enrichir de l'apport des différents courants de pensée politique.

Concluant ainsi, M. BERNARD-REYMOND reflétait le sentiment général à l'issue de cette réunion.

(transmis par R. Cazilhac, de Narbonne)

Nous proposons à nos lecteurs de deviner, dans les quelques réflexions ci-dessous, relevées au hasard des lettres de la seconde fournée de réponses, à quel parti politique appartiennent leurs auteurs. La réponse se trouve en page 14., en regard du numéro indiqué ci-dessous avant chaque citation.

au hasard des lettres de candidats

A propos de notre première question :
1. *« L'évolution technologique est un facteur structurel.»*
2. *« La croissance du chômage est un phénomène structurel capitaliste.»*

Peut-on produire encore plus avec moins de travail?:
3. *« Possible oui, mais non souhaitable».* Encore le culte du travail pour le travail?
4. *« Abaissement du temps de travail et maintien des salaires, c'est possible.»*
Une perle : 5 *« Il est illusoire de faire croire aux gens qu'un jour ils travailleront moins tout en gagnant plus»* Car cela ne s'est jamais produit dans l'Histoire ?

A propos de notre quatrième question :
6. *« L'augmentation d'investissements productifs ne contribue malheureusement pas toujours à la diminution du chômage. Ils peuvent l'aggraver.»* Un candidat qui a de l'expérience ?
7. *« L'exemple des dix dernières années prouve le contraire»*

La croissance favorise-t-elle l'emploi ?
8. *« à partir de 4 %.».* Un candidat qui "sait".

La croissance est-elle simultanément possible dans tous les pays ?
9. «*On ne peut que le souhaiter, mais comme la croissance dépendra de notre capacité à exporter nos produits, nous devons faire preuve d'un certain réalisme».* C'est à la France seule, par ses exportations, de réaliser la croissance mondiale ???
10. *« La croissance a été simultanée dans tous les pays après1945».* Cette réponse est évidemment plus réaliste que la précédente. L'auteur entreverrait-il que la guerre a masqué la crise?
11. *« L'équilibre pays riches/pays pauvres passe par un arrêt du libéralisme sauvage.»*

Faut-il réduire la durée du travail?
12. « Tout HOMME a droit au travail, et c'est pour lui donner une dignité. Il faut augmenter l'impôt sur les revenus. Il y a des possibilités d'emplois nouveaux dans les entreprises, dans le monde rural et dans le social»

Faut-il solvabiliser autrement les salariés pour qu'ils continuent à acheter?
13. *« On n'imagine pas aujourd'hui d'alternative.»*
Un candidat qui a besoin d'être informé.
14. « *Non, augmenter la demande entraînerait une augmentation de l'offre et de la productivité»*
Et alors ? Faut-il comprendre que si les chômeurs crèvent de faim, c'est mieux pour l'économie ou pour l'écologie ?
15. *« Le marché existera toujours. C'est la productivité qu'il faut abandonner»* Perle d'une eau différente des précédentes. Encore un qui aimerait qu'on revienne au bon temps des diligences, mais il n'explique pas pourquoi il y tient.

Le lien entre travail et revenu est-il intangible ?
16. *« Il ne l'est déjà plus»*
17. *« Il devrait l'être»*
18. *« Oui, en sachant que les temps modernes nous obligent à prendre en charge de plus en plus, malgré ce qui se dit, certaines catégories sociales.»* Troisième perle du même auteur, parfaitement acquis à la "société duale". Parions qu'il est du bon côté.

A propos de notre treizième question:
19. *« Il faudrait changer notre culture, cela demande au moins deux générations».* C'est précis. N'y a-t-il pas pourtant accélération des changements, même dans les mœurs et la culture ?

A qui est imputable l'extension de la pauvreté ?
20. *« A l'évolution trop rapide de notre société.»* Selon quel critère? L'auteur veut sans doute parler non pas de l'évolution de la société, mais sans doute de celle de ses moyens. Ou à l'évolution trop lente de la société pour suivre celle de ses moyens? A quoi attribue-t-il cette rapidité ? Un candidat avec qui il faudrait discuter.

21. Pour solvabiliser autrement les chômeurs, *« Il faut redistribuer l'argent du chômage aux entreprises qui diminuent le temps de travail et embauchent»*
A comparer à la proposition faite récemment par un chercheur de l'Université de Lille, J-L Bourgeois, exposant dans Le Monde que «la base sur laquelle sont calculées les cotisations sociales doit être changée et qu'il faut adopter pour assiette la productivité apparente du travail, c'est-à-dire la valeur ajoutée divisée par le nombre de travailleurs, afin qu'il devienne gratifiant, pour une entreprise, d'embaucher et pénalisant de licencier». C'est sans doute une bonne façon d'amener au partage du travail. Mais cela revient encore à "taxer les machines", donc à mettre un frein à la modernisation, c'est-à-dire à la mise de la machine *au service* de l'homme.

Ceci est à rapprocher des réponses sur la façon d'adapter les moyens de production pour faire disparaître pauvreté et exclusion. Voici en vrac quelques commentaires de candidats :

22. *« Rétablir les véritables coûts de chaque production en tenant compte de leur impact écologique et social . Taxer la machine plutôt que l'emploi»*

23. «*La lutte contre l'exclusion passe d'abord par un retour à l'emploi : création d'emplois peu qualifiés ou de formules plus souples d'emplois»*. Autrement dit les emplois de serviteurs, comme les appelle A. Gorz. Vive la société à deux vitesses à la mode Reaganienne.

24. *« Le partage du travail est une mesure indispensable pour la lutte contre le chômage. La semaine de 35 heures doit être instaurée avant la fin de la législature. Il doit être accompagné du partage des revenus»*. Remplacer le mot revenus par produits créés et nous sommes d'accord.

25. *« Le seul problème réel est de mettre la science et les techniques au service de l'homme et non de la spéculation financière comme c'est la cas à l'heure actuelle»*. Parfaitement d'accord. Comment ? Le lecteur de Boulogne qui lui a envoyé le questionnaire devrait lui parler de l'E.D.

26.*«Parmi les moyens de combattre le chômage et ses avatars que sont la pauvreté et la faim, le plus efficace à court terme est d'accroître la production et d'en mieux répartir les fruits.»*. Voila la solution au problème des agriculteurs : ils n'ont qu'à produire plus ! Mais le candidat devrait dire comment changer la répartition des fruits, car pour l'instant c'est plutôt sur les routes que les producteurs les répartissent.

Encore une législature d'usuriers patriotes et de dégraisseurs compétitifs et nous allons découvrir le Big-Bang Cocorico !

27. *« Actualiser les prix des matières premières dans les pays pauvres producteurs»* . Bravo. Y aurait-il à droite un mouvement pour mettre un frein au libéralisme des prix du marché mondial ? C'est une découverte.

28. *«Seule une réorganisation des marchés mondiaux, qui apparaît comme inéluctable dans les années à venir tant la dégradation des termes de l'échange s'accentue, pourra arriver à gommer les déséquilibres».* Remise en cause du libéralisme ?

29. *« En France, le premier axe de toute nouvelle politique doit être la création d'emplois par la relance de la consommation intérieure. Mais cette relance ne peut pas n'être que française comme en 1981, elle doit être coordonnée au niveau européen et s'accompagner de protection de nos frontières afin qu'elle bénéficie aux entreprises de notre pays en priorité»*. L'Europe aux Françai? Quant à la politique de fermeture des frontières pour sauvegarder le marché intérieur, c'était celle des futurs belligérants des années 30.

30. *« La façon donnée par l'économie distributive.»*

31. *« C'est une remise en cause du libéralisme sauvage qui par nature ne répond pas aux besoins des hommes et de la planète.»*

32. *«Il faut un gouvernement qui se donne comme objectif de donner du travail à chacun, car le travail est la seule source de richesses réelles.»*

33. *« Ces moyens, je les cherche. Mais un principe me guide, la solidarité».* Pour cette phrase, notre la lectrice devrait renouer le contact avec un tel candidat.

34. *« A terme, l'allocation universelle pour couvrir les besoins vitaux de chacun?* » Dommage que ce soit une interrogation. Le candidat n'aurait-il découvert que récemment l'idée de l'allocation universelle? Un candidat avec qui on doit pouvoir discuter.

35. *«S'attaquer à la spéculation. Tourner la production vers la satisfaction des besoins sociaux et non pas en fonction de la loi du marché. C'est aux citoyens de déterminer leurs besoins. »*

36. *« Nécessité d'un ordre économique mondial plus équitable, l'urgence d'un lien entre le désarmement et la développement, comme celui proposé à Cancun»*

37. *« En réduisant les naissances et cela surtout en assurant l'éducation et l'autonomie des femmes.»*. Le bon sens féminin, pourtant fort peu représenté parmi les candidats qui ont répondu.

38. *« Tout cela passe par un changement de mentalité. Ce n'est pas nouveau, mais cela devient urgent.»*

39. *«Je pense que la croissance dans tous les pays simultanément est impossible si la croissance n'est fondée que sur la guerre aux parts de marché, sur les exportations (cf Susan George)…Mais un développement humain durable général, global est sans doute possible par les voies de l'économie distributive (cf J. Dubouin)»*. Il doit s'agir de J. Duboin. Encore un distributiste que nous ne connaissons pas. Y en aurait-il plus que ne le croient ceux qui nous ont parfois écrit pour se plaindre «que nos idées n'avancent pas » ? M-L D

lettre ouverte aux capitalistes

par André Prime

Nous nous adressons indifféremment aux patrons ou à leurs représentants parlementaires. La droite - puisqu'il faut l'appeler par son nom - a certes balayé les socialistes aux législatives de mars. Cependant, elle a eu, avec sagesse, le triomphe modeste. Patrons ou élus savent bien que la droite est passée, pratiquement avec le même pourcentage de voix qu'en 1988, d'à peine 270 sièges à plus de 480 : seul l'effondrement du parti socialiste, en chutant de 37 à 20 % des voix, est cause de cette phénoménale progression.
Autre constatation : les patrons savent également que la *"gauche"* au gouvernement a très rapidement - dès 1982/1983 - fait la politique de la droite pour conserver le pouvoir. Jamais la droite n'avait osé désindexer les salaires ; la *"gauche"* l'a fait en même temps qu'elle a achevé de libérer les prix. A-t-elle rétabli l'autorisation de licenciement en 1988 ? Non. Ce ne sont là que quelques menus exemples.
Sous son règne, le chômage est passé de 1.700.000 chômeurs à 3 millions. Malgré la retraite à 60 ans, le traitement social du chômage : les 600.000 RMIstes et les 450.000 CES sont des quasi-chômeurs. Tout cela réuni fait que les exclus réels avoisinent les 5 millions (préretraités compris).
Un homme de gauche peut reprocher aux socialistes d'avoir tenu bien peu des promesses qu'ils avaient faites de *"changer la vie"* et qu'ils eussent pu et dû réaliser même en économie de marché. Mais les capitalistes au jugement objectif savent très bien que le chômage s'est développé inexorablement pour des raisons structurelles, pour l'essentiel incontournables. Droite ou gauche au pouvoir, le résultat à epsilon près eût été le même. Les patrons ont parfaitement apprécié les règnes de Rocard et plus encore de Bérégovoy, aux finances et comme Premier Ministre. Ils ont connu une relative paix sociale : peu de grèves. Les manifestations vinrent le plus souvent des paysans, des professions médicales ou libérales, des camionneurs... Les employeurs réclament sans cesse une diminution des charges. Or l'impôt sur les bénéfices des sociétés est passé en douze ans de 50 à 33 %, au point que, dans le budget 1993, il ne représente que 9,8 %, soit 153 milliards contre 704 (45,2 %) pour la TVA, impôt qui frappe à égalité riches et pauvres. L'impôt sur les bénéfices ne couvre même pas le service de la dette : 170 milliards.
Autre exemple. Souvent les politiques de droite, relayés par les médias, dénoncent à grands cris le "trou béant", le "gouffre" de la Sécu, sans jamais le traduire en pourcentage par rapport à son budget, nettement supérieur à celui de l'État : le "trou" représente 2 à 3 % de ce budget, une misère par rapport au déficit budgétaire dix fois plus lourd.
Or, à droite, on sait bien que ce trou, ce *"petit trou",* vient précisément du chômage origine par les entreprises : d'où rentrées des cotisations en baisse. *"Plans sociaux"* de licenciements ; préretraites, souvent à 55 ans ; prélèvements supprimés pour les CES et autres, etc. ne peuvent que diminuer les recettes et augmenter les charges. Alors 20, 30 milliards sur 1.600 ou plus ? Et si les caisses de l'UNEDIC sont vides, à qui la faute ?

Il faut être honnête et objectif (c'est la même chose) : l**e seul problème essentiel, central, c'est le chômage** (1), résultat des licenciements qui ne cessent d'augmenter alors même que la croissance, pour faible qu'elle soit, n'est pas nulle.
Nous laissons de côté volontairement tous les remèdes plus ou moins cautères sur jambe de bois : petits boulots (anoblis en *"travaux de proximité"*), travail à mi-temps, tous ces *"gisements d'emplois"* chers aux *"spécialistes"* et qui n'ont pour but que d'éviter d'attaquer de front les causes - en fait la cause - structurelles du chômage. Et ce n'est pas la baisse des taux d'intérêt et des charges sociales qui sera décisive pour résoudre la crise : une goutte d'eau.
Dans *"Le pari français"*, Michel Albert posait une équation simple : P = p x T où P désigne la production en volume, p la productivité horaire et T le temps de travail pour produire P.
En économie de marché, du fait de la concurrence - nationale et internationale - p, même et surtout en période de crise, est condamné à croître. Si l'accroissement de P est faible ou nul, T diminue obligatoirement.
Avec quelles conséquences ? Forcément une aggravation du chômage, si le temps de travail n'est pas partagé. Le syllogisme est si parfait, si simple qu'on a envie d'écrire : CQFD!
Holà, vous simplifiez, direz-vous. N'ayons pas la mémoire courte : la réduction du temps de travail, c'est pourtant ce qui s'est passé constamment depuis des décennies et ce, sans diminution du pouvoir d'achat, au contraire : d'où l'essor du capitalisme. Depuis le début du siècle, le temps de travail sur une vie a été divisé par deux quand la production des biens était multipliée par quatre.

Alors, les 35 heures ? Eh bien, oui. Une diminution massive du temps de travail, en rapport avec les gains de productivité, programmée sur cinq ans par exemple. On ne va tout de même pas continuer pendant des décennies à assister à une montée forte et inexorable du chômage en se bornant à des incantations ou en répétant : *«I l n'y a pas de remède miracle».*
Les chômeurs de plus en plus nombreux, en dehors des graves problèmes psychologiques qu'ils connaissent, ne sont plus des consommateurs à part entière, ce qui nourrit la crise.
L'économiste Michel Godet remarque que *«depuis 1975, le gâteau du revenu national a augmenté de 60 %»* et que donc nous nous trouvons devant **"un chômage d'abondance"**. La formule est belle, mais les

exclus du festin n'en ont cure et voudraient leur part de cet appétissant gâteau.

***

On ne peut pas sortir de l'équation fondamentale posée par Michel Albert :
1. Tout d'abord, la diminution du temps de travail généralisée est possible puisque les Allemands sont pratiquement aux 35 heures, **sans que les salaires aient été diminués, au contraire**. Si l'Allemagne connaît aujourd'hui des problèmes du fait de la réunification, convenons que, sur le plan économique et social, elle était exemplaire, en R.F.A.(*"L'économie sociale de marché"*).

2. Les gains de productivité doivent se traduire simultanément :
- en bénéfices pour les entreprises et en augmentation du pouvoir d'achat pour les salariés, comme au temps des *"trente glorieuses"*.
- en réduction du temps de travail, pour éviter de générer du chômage, problème qui ne se posait pas du temps des *"trente glorieuses"* avec une croissance de 4 ou 5 % et une productivité moins aiguë (peu de robots).
Comment interpréter aujourd'hui que Peugeot et Renault par exemple affichent des bénéfices records et en même temps mènent une politique drastique des salaires et licencient. Tout le monde faisant la même chose, il y a forcément inadéquation de plus en plus grande entre les capacités de production et les capacités d'acheter. La *"mécanique"* capitaliste ne peut plus fonctionner.

3. Et la concurrence, la compétitivité, direz-vous? Bien sûr. Une évolution de la situation demande donc une vigoureuse concertation au niveau européen (sinon à quoi sert l'Europe ?) et au niveau mondial, avec le G7 pour commencer, d'autres pays ensuite (sinon à quoi servent les sommets du G7, sinon à traiter des problèmes mondiaux graves, économie, pollution, etc. ?)

4. Et la concurrence des pays à bas salaires ? Excellente question. Mais qui délocalise ? Le patron de l'entreprise textile Albert, dans la *"Marche du siècle"* du 31 mars, expliquait que de 40 % en 1986, ses fabrications propres en provenance des pays pauvres étaient passées à 70 %; et qu'avec le coût d'une de ses ouvrières françaises payées au SMIC (il lui en reste 800), **il avait 70 ouvrières moscovites**. Et que dire de la délocalisation informatique des grosses sociétés ? C'est ainsi qu'on "importe" le chômage avec les produits.
A ce rythme là, dans quelques années, il y aura 5 à 6 millions de chômeurs en France (elle *"explosera"* sans doute avant). Si les 60 % de Français, qui ne sont représentés au Parlement que par quelques dizaines de députés, ne peuvent se faire entendre par la voie parlementaire, il est évident pour tout le monde qu'ils choisiront la rue.
Car, si non seulement la machine, les robots, remplacent de plus en plus les salariés en France et que nous y ajoutons le chômage importé par la délocalisation, où allons-nous ?

***

En 1992, fort heureusement, de grands patrons ont, au cours de colloques, étudié et dénoncé le danger d'un chômage qui atteint son point critique (2) et coûte à la nation 400 milliards par an (soit l'équivalent de 130.000 F par chômeur). En juillet, 14 patrons - et non des moindres - ont fait paraître dans le Nouvel Obs un *"manifeste pour l'emploi"* : *«La situation actuelle est insupportable. Elle est dangereuse : une société aussi divisée entraîne des troubles sociaux graves et décourage les Français. En outre, le chômage entraîne des coûts qui deviennent de plus en plus difficiles à financer et affaiblissent notre compétitivité»*.
Avec le chômage des cadres qui croît de 25 % l'an environ, depuis deux ans, la réconciliation des Français avec l'entreprise - à porter au crédit des socialistes - est bien compromise.

On a longtemps cru que le tertiaire était indéfiniment extensible. A son tour mécanisé (bureautique, informatique) le tertiaire débauche. **Et derrière le tertiaire, il n'y a rien : il n'y a pas de quaternaire.** C'est le mur, ou mieux le gouffre. La boucle de l'emploi est bouclée.
C'est alors qu'il faut repenser tous les problèmes d'un développement économique et social harmonieux. Aucune augmentation plausible de la production ne suffira à résorber ou même stopper la croissance du chômage. Un point de production supplémentaire permettrait de résorber 100.000 chômeurs. Une misère ! L'investissement productif ne crée plus d'emplois : il en supprime. Il y a belle lurette que le théorème d'Helmut Schmidt est caduc, si tant est qu'il ait jamais été vrai : *«Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui créeront les emplois d'après-demain»*.
Le 18 mars 1992, sur France-Inter, Yvon Gattaz, ex-patron des patrons, ironisait :*«Les investissements qui font des emplois, ça me fait sourire : ce qui se vend le moins cher, c'est ce qui se fait avec le moins de main-d'œuvre»*. On ne peut être plus clair.

N'y aurait-il qu'une seule solution ? Chiche que la droite l'applique ! Puisque la gauche au pouvoir a fait la politique de la droite - on voit où cela l'a menée -que la droite fasse la politique qu'eut dû faire la gauche !
Pour parvenir au fameux consensus cher à tous les hommes politiques, il faut reprendre la marche en avant du développement économique et social bloqué sur les 40 heures ; distribuer temps de travail et pouvoir d'achat en adéquation avec la production enfin libérée.
Utopie ? Tout d'abord, l'Histoire est riche d'exemples où l'utopie d'hier ou d'aujourd'hui est devenue réalité de demain. Et puis, puisque jusqu'ici rien n'a marché pour résoudre le problème du chômage, essayons l'utopie. Là réside peut-être *"le remède miracle"*. La droite l'a éprouvé en 1986-88 : le temps de l'état de grâce ne dure ce que dure une rose.
De toute façon, si rien de fondamental n'est changé, la

l'argent et la morale

par René Marlin

"L'éthique et l'argent" a été le thème de l'un des colloques organisés les 11 et 12 mars derniers par la ville de Boulogne-Billancourt en sa salle des Fêtes. Je vous propose, ce mois-ci, un survol rapide des idées qui furent exprimées à cette occasion et des réponses qu'elles m'ont inspirées.

Le théologien

Le Père Jean-Marie Aubert, théologien, représentant de l'Association *"Économie et éthique"* traita de "*L'historique du rapport entre l'homme et l'argent"*. Nous ne reviendrons pas sur l'histoire de la monnaie qui remplaça le troc (1) d'abord par des éléments courants tels que les coquillages, le bétail (2), les pierres et les métaux plus ou moins précieux, puis les billets, jusqu'à la monnaie électronique (3).

Dans la conception médiévale, affirma le Père, l'argent est stérile et ne peut donc pas rapporter d'intérêt. Le pain ne doit être gagné, par l'être humain, qu'à la sueur de son front. C'est encore la croyance du Président de la République lorsqu'il vitupère les capitalistes qui réalisent des gains *"en donnant"*. Depuis le Christ stigmatisant le faux-Dieu Mammon, en passant par Saint Paul (4), très sévère avec les riches, l'église catholique a toujours réprouvé la spéculation, a rappelé Jean-Marie Aubert. Encore maintenant, la spéculation boursière est interdite aux prêtres. Il a dit aussi que la Bourse n'est pas immorale, mais que la spéculation l'est ; il a dénoncé les délits d'initiés.

Nous aurions aimé lui demander alors de définir la limite entre le jeu (normal ?) et la spéculation (répréhensible ?) ainsi qu'entre l'information (normale ?) et l'initiation (répréhensible ?). Ceux qui ont pu se procurer, au bon moment, de la "rente Pinay" ou de "l'emprunt Giscard" (5) grâce à leurs relations et qui en ont tiré de coquets bénéfices seraient-ils de bons citoyens, tandis que d'autres, compromis dans l'Affaire Péchiney-Triangle Industries-American National Can en 1988 (6) seraient d'affreux *"initiés"* ? Ce ne sont là évidemment que quelques exemples où il faudrait séparer le bon grain de l'ivraie. Comment ?

Nous pourrions tous nous retrouver en plein accord avec l'intervenant lorsqu'il remarqua que tout n'est pas négociable. Lorsqu'il approuva la formation du Comité d'éthique présidé par Jean Bernard, dont la réprobation pour le commerce de ce qui est humain : organes, sang, moelle, etc. ne peut qu'être soutenue. Observons tout de même que, dans l'affaire du sang contaminé, les préoccupations mercantiles et le carriérisme propres au régime ont entamé beaucoup de consciences.

Le professeur

Claude Fohlen, professeur à l'Université Paris I Sorbonne et spécialiste des Etats-Unis, présenta ensuite un excellent exposé assez *"naturaliste"* sur *"le capitalisme américain"*. Il expliqua tout d'abord que les rapports avec l'argent sont très différents en Europe occidentale et dans ce pays. Il se référa à Max Weber (7) et à Tauler (8) en vue de mettre en relief l'essentiel des changements de motivation dus à l'émergence du protestantisme dans les mentalités anglo-saxonnes. Sur un plan plus politique, Tocqueville (9) reste évidemment la référence universelle sur l'histoire américaine.

Mais Claude Fohlen décrivit, avec beaucoup de verve, l'ascension vertigineuse de quelques magnats américains tels : Rockfeller, à travers le pétrole et la Standard Oil of New Jersey, Vanderbilt et les chemins de fer, Carnegie et l'acier. Il montra que les manœuvres financières de ces rapaces furent grandement facilitées par l'absence de réglementations due à l'indépendance de chaque État et à la faiblesse très importante, à l'époque, du pouvoir fédéral. Les holdings et les conglomérats, puis les trusts se constituèrent facilement sans aucune réaction de l'administration centrale.

Le conférencier mit l'accent sur l'inculture de plusieurs de ces *"barons voleurs"* dont Vanderbilt incapable de s'exprimer correctement et ponctuant toutes ses phrases de bordées d'injures qui étaient surtout destinées à impressionner ses auditoires. Il serait bon, ajoutons-nous, de réfléchir à la liaison entre ce *"manque de finesse"* des self made men, leur grossièreté, leur défaut de scrupules et leur réussite matérielle. N'est-ce point là la condamnation d'un système ?

Enfin, déclara Claude Fohlen, l'évolution du régime vers la dérégulation depuis une vingtaine d'années, rappelle ses origines : le capitalisme sauvage. Les raiders, les O.P.A. hostiles, les junkbonds ou obligations pourries, les concentrations brutales, la faillite des caisses de retraites et des grandes sociétés de transport aérien (Pan Am, TWA) montrent que le pays de la *"libre entreprise"* est en crise permanente.

Il ne faut pas compter sur les hommes d'affaires pour promouvoir une éthique de l'argent, conclut-il, ce n'est

---

(suite de la page précédente)

droite échouera comme la gauche et Dieu seul sait ce qui pourra arriver. Car il faut être bien conscients que **«nous sommes tous embarqués sur le Titanic, même si certains voyagent en première classe»**.(3)

——-

(1) *«Il leur faut (aux responsables de la droite) résoudre un terrible problème et un seul : le chômage»*, Jean Daniel, Nouvel Obs, 1-4-93.

(2) *«Il est des seuils psychologiques qui déclenchent des retournements d'opinion. Pour le chômage, il aura fallu frôler la barre des 3 millions pour que les classes dirigeantes françaises, technocrates, cadres, patrons et hommes politiques réunis, prennent pleinement conscience de la gravité du problème»*. (Le Monde 19-1-93).

(3) S. George, économiste américaine, "Jusqu'au cou" (1988).

pas leur rôle. Ce serait plutôt celui de l'Etat…

Le Président

Robert Lion est Inspecteur général des Finances. Il fut Président de la Caisse des Dépôts et Consignations et, auparavant, collaborateur direct de Pierre Mauroy. Il gratifia son auditoire de sa *"Réflexion sur le pouvoir de l'argent"* pas tellement conformiste, dans la description tout au moins.

L'argent serait considéré comme sale et suspect, notamment celui de la drogue et de la prostitution. Son pouvoir serait sulfureux et ténébreux, voir les gnomes de Zurich - mais fragile - référence à la cascade d'inculpations des dirigeants italiens en cours. Les banquiers, dont il reconnaît avoir été le tuteur puissant *"travaillent avec l'argent des autres"*…

Il se livra même à une dénonciation en règle de la Bourse internationale, rappelant que les capitaux spéculatifs échangés à travers la planète étaient 40 fois plus importants que les sommes consacrées au commerce courant entre les nations. Il dénonça les Reaganomies, l'argent facile, les dérégulation, la mainmise des taux d'intérêts bancaires sur l'économie, etc. Mais constatant l'effondrement des maisons de titres japonaises et l'éclatement de la bulle financière dans ce pays et se référant à l'exemple italien, il en tira, curieusement, une possible espérance. Celle du retour à une certaine morale, de l'autorégulation de la sphère financière au moyen du ratio prudentiel (10), des contrôles exercés par des institutions telles que la Commission des Opérations de Bourse (COB). Son optimisme serait basé sur le refus de *"l'argent fou"* (11), l'espoir que l'argent rentrerait dans son lit.

Nous avons pu dire, trop succinctement, à Robert Lion que son optimisme basé sur la croyance commune d'ailleurs aux autres intervenants, que les Etats peuvent réguler les débordements du système, nous paraissait infondé. Nous lui avons cité l'exemple des îles Caïmans, ce *"paradis fiscal"*, situé dans les Caraïbes, où 13.600 sociétés sont implantées. Pourtant ces îles ne sont habitées que par 25.345 personnes. Il y a donc plus d'une entreprise importante pour deux habitants et le total des dépôts bancaires étrangers dans ces îles est de 260 milliards de dollars, supérieur à celui de l'Allemagne (12). Nous en avons déduit que les multinationales savent, hélas, très bien s'abstraire de toutes les réglementations. Nous aurions pu ajouter que, comme le conférencier précédent l'avait remarqué à propos du capitalisme sauvage aux Etats-Unis, les capitalistes jouent maintenant sur les lacunes réglementaires interétatiques au plan mondial.

L'agrégé

Enfin Marc Guillaume est Docteur es-sciences, agrégé de Droit et délégué général de l'Association Descartes. Son sujet était intitulé *"Les nouveaux rapports de l'homme et l'argent"*. La France étant un pays de vieille tradition catholique, dit-il, s'est constitué en État fort doté d'une morale conservatrice. L'assurance sur la vie considérée comme immorale, était réprouvée par l'église jusqu'en 1788. Il distingua trois circuits monétaires du plus sale : l'argent noir du milieu, jusqu'à l'argent propre des fonds publics en passant par l'argent gris des transactions privées. Lui aussi dénonça les excès, même ceux des échanges officiels contrôlés par la Cour des Comptes. Mais il concéda qu'il est bien difficile de respecter les législations, si l'on veut être entreprenant. Il proposa, comme premier remède, une modernisation accentuée des comptes publics.

Se projetant dans un avenir immédiat, il fit allusion à l'hyper-monnaie magnétique et déclara que la monétique informatisée devrait entraîner des transformations de grande ampleur dans ce domaine.

Il conclut en citant l'avis de Schumpeter (13) selon lequel ce serait une bonne chose qu'il y ait de gros gagneurs, afin de redonner de l'espoir et de procurer du rêve aux citoyens ordinaires. C'est bien le cas présentement des grandes vedettes de l'écran, de la scène et du sport… ainsi que des gagnants des innombrables jeux de toutes sortes, fit-on remarquer dans la salle.

Nous avons répliqué rapidement à Marc Guillaume que l'exemple du spéculateur américain d'origine hongroise, George Sorös qui, le 16 septembre 1992, se vanta d'avoir gagné un milliard de dollars en spéculant contre la livre, soit 2000 fois environ ce que gagne un Smicard, en France, pendant toute sa vie, était de nature à nous faire rêver, peut-être, mais surtout à nous faire réfléchir (14). Réfléchir, afin d'éviter les débordements évoqués par tous, sur la nécessité d'aller plus loin ; d'aller vers un changement profond dans la structure des échanges et de la monnaie. Vers une monnaie non capitalisable puisque s'annulant à la première transaction et vers une monnaie électronique, donc nominative, comme celle des cartes magnétiques.

Lors d'un entretien particulier avec Marc Guillaume après la séance, nous avons eu la sensation d'une grande réceptivité à nos thèses qu'il promit d'étudier.

Notre opération *"élection"* et quelques prises de position, notamment des Verts lors de la campagne des législatives, nous ont confortés dans le sentiment d'être de mieux en mieux compris et acceptés. Il est vrai que les événements sont parlants… Néanmoins quels immenses gouffres de refus d'admettre les faits et quelles incompréhensions des vrais problèmes, encore, chez les électeurs et leurs représentants de la droite triomphante.

———

(1) Contrairement à une croyance répandue, le troc est encore pratiqué sur une vaste échelle de nos jours, notamment avec les pays dont la monnaie n'est pas convertible : d'après De Bard, éditeur britannique, près de la moitié du commerce mondial échapperait actuellement aux règlements monétaires.

(2) En latin *"pecus"*, d'où pécule, pécuniaire et leurs dérivés…

(3) Pour un historique plus complet, lire notamment *"L'économie libérée"* par M.L. Duboin. En vente à la Grande Relève.

(4) Ou saint Matthieu "*Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent"* (VI,24)

(5) Rappelons que cette opération catastrophique pour la communauté s'est soldée par 6,5 milliards de francs de recette en 1973 et par un remboursement de 55 millions de Francs

Les Américains les plus pauvres (un chômeur y perd au bout de 6 mois tout droit à indemnité) reçoivent du gouvernement des bons d'achat de nourriture, les "food stamps". Le nombre de bénéficiaires a augmenté de 40 % en trois ans, atteignant le chiffre record de 26,6 millions en décembre dernier.
Depuis avril 1991 les avancées technologiques ont permis d'augmenter de 4,6 % la production horaire d'un ouvrier américain.

(*d'après Times, mars 93)*

***

La logique du marché est simple : il faut diminuer par tous les moyens les coûts de fabrication. Or les techniques modernes rendent de plus en plus facile, pour les grandes entreprises, l'utilisation de la main-d'œuvre à bas prix des pays socialement les moins développés, important ainsi du chômage dans les pays "développés". Voici quelques chiffres à ce propos : une heures de travail dans l'industrie de transformation coûte
116,91 F en Allemagne
82,81 F en France
80,2 F aux États-Unis
68,6 F au Japon
21,45 F à Taïwan
14,35 F au Brésil
1,68 F au Sri Lanka

(d'après les Statistiques américaines)

***

Si les entreprises profitent ainsi des populations des pays pauvres, les États riches aident les États pauvres. Croit-on ? L'aide internationale consacre aux populations pauvres moins de 10 % de ses crédits. La France, par exemple, y consacre chaque année environ 40 milliards, soit 2.000 F par contribuable en moyenne. Or d'après le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 5 % seulement de ce pactole contribuent effectivement à la lutte contre la pauvreté. Cette "aide" ne sert en fin de compte *«qu'à enrichir les riches des pays pauvres»* conclut une étude récente de Sylvie Brunel *«Le gaspillage de l'aide publique»,* publiée au Seuil. Et c'est ainsi que le Rapport Mondial sur le développement humain du PNUD a montré, en 1992, que 40 % des habitants de la planète doivent survivre avec seulement 3,3 % du revenu mondial et que les Fonds des Nations Unies pour l'enfance a estimé que, la même année, 250.000 enfants de moins de 5 ans mouraient chaque semaine (13 millions pas an).

***

Voilà le beau résultat d'un système économique bien décrit par un journaliste de l'International Herald Tribune, Jeremy Rifkin :*«Des élites high-tech gouvernent des nations de chômeurs»*. C. Julien a relevé cette citation dans le Monde Diplomatique d'avril en concluant que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, se montrent incapables d'enrayer la glissade vers le risque majeur. Même si les hommes politiques n'appartiennent pas tous à cette élite high-tech, ajoute-t-il, beaucoup en sont prisonniers conceptuellement et quelques-uns financièrement.

***

Un événement notoire : une économiste se distingue de ses semblables. Interviewée par Patricia Joffray, Christine Afriat, chargée de mission au ministère de la Recherche (avant les législatives) a déclaré :*«La modernisation se traduit aujourd'hui par le rejet d'une partie de la population en dehors du système de production de biens et de services»*. A une question sur la responsabilité des entreprises, elle répond en citant J. Gandois, PDG de Péchiney :*«L'intérêt des entreprises a cessé de coïncider avec celui de la société… (celles-ci) se sont progressivement détournées de leur principe régulateur, la production de biens ou de services au profit de la spéculation financière»*. Elle affirme enfin clairement : *«Il n'y aura plus de société de plein emploi à plein temps pour tous»* et se prononce pour une diminution significative du temps de travail (*«Une heure ou deux n'aurait que peu d'effet»* précise-t-elle) en raisonnant non seulement sur la durée hebdomadaire *«mais aussi mensuelle, annuelle, voire sur toute la durée d'une vie… ces transformations nécessitant une véritable mutation des esprits»*. Elle-même n' a pas accompli une complète mutation car elle reste dans le système lorsqu'elle propose que cette diminution du temps de travail s'accompagne d'une réduction du salaire direct, compensée, pour les travailleurs, d'une indemnité de partage du travail, financée bien sûr, en partie, par les économies réalisées sur les indemnités aux chômeurs (350 milliards de F.). mais aussi par une taxation des machines, pénalisant les entreprises qui remplacent des postes de travail par des robots.

(d'après un envoi de J. Mercier)

(suite de la page précédente)
en principal et de 35 millions de Francs en intérêts jusqu'en 1988 où il a été soldé grâce aux privatisations (source Quid).
(6) Lire à ce sujet *"La part d'Ombre"* d'Edwy Plenel. Ed. Stock. Oct. 92.
(7) Voir *"Naissance et mort du capitalisme"* GR n° 921.
(8) Dominicain alsacien (1300-1361)
(9) Tocqueville (1805-1859) *"De la démocratie en Amérique"* (1835-1840).
(10) dit ratio Cook. C'est-à-dire limitation des engagements bancaires au-delà d'un pourcentage fixé par les autorités, par rapport aux fonds détenus.
(11) Titre d'un ouvrage d'Alain Minc. Ed. Grasset. 1990
(12) Source *"le Monde diplomatique"* déc. 1992.
(13) Économiste autrichien (1883-1950). Auteur d'une théorie des cycles économiques.
(14) *"La bataille du franc"* "Le Monde" 29 déc. 1992.

Ils lisent la Grande Relève, mais ils ne le disent pas !!!

C'est du moins ce que l'on peut penser en lisant la chronique de J.Julliard, intitulée "**La civilisation du chômage**", parue dans le Nouvel Obs. de la semaine du 11-3-93. Cette chronique a été écriteà l'attention de Michel Rocard, “pour action”. En voici quelques extraits significatifs :

«*Ce n’est certes pas la première fois que le machinisme détruit des emplois, mais c'est sans doute la première fois que l'économie de travail obtenue grâce aux progrès techniques est devenue pour le plein emploi une barrière infranchissable... Les pays qui parviennent à échapper au chômage ne préfigurent pas l'avenir, mais traduisent un certain retard de leur évolution sociale...*

Comment ne pas voir qu'il n'y a à moyen terme de solution que dans un découplage partiel et progressif entre la notion de travail et celle de revenu?»

Dans sa conclusion Julliard écrit : «*Par construction, l'économie capitaliste est incapable de résoudre ce problème... C'est déjà assez qu'elle manifeste, dans le domaine productif, une efficacité sans égale. Le reste incombe à la gauche...Nous vivons aujourd'hui une transition douloureuse et mal préparée entre la civilisation du travail d'hier et cells du temps choisi de demain... La gauche ne peut se contenter de rivaliser avec la droite en matière de croissance et de plein emploi Elle est renvoyée par les effets de la civilisation post-moderne à sa vocation première que ses champions historiques nommaient sommairement mais justement,* ***l'abolition du salariat****...* »

(*transmis par J. B., Bagnolet*)

Souscription permanente
“Pour que vive la Grande Relève”

M. Oddou 305 - Mme Lahens 300 - P. Gibon 80 - Mme Casanova 630 - J.P. Chaussidon 50 - R. Lobjoies 100 - H. Deguillem 130 - Ch. Galtier 30 - J. Bigot 100 - R. Labesse 140 - J. Nantet 80 - L. Guerry 30 - Mme Masson 20 - A. Bellido 30 - A. Prime 200 - F. Patino 130 - Giarloni 83 - A. Dantan 30 - P. Béné 150 - R. Boudot 130 - V. Cros 80 - A. Villégier 130 - D. Mathieu 1.500 - G. Darnault 380 - P. Botte 630 - R. Cart 30 - D. Bloud 305 - G. Lecaille 185 - J.M. Forcade 60 - A. Dauteau 30 - A. Guénin 30 - A. Chantraine 11.857,68 - C. Beun 80 - R. Pélofi 50 - O. Filhos 150 - F. Demeurie 80 - R. Knoderer 180.

Total : 18.505,68 F

Merci à tous !

bloc-notes

associations et revues

*

G.L.E.D
***G**roupe **L**iègeois*
*pour l’**E**conomie **D**istributive*
a publié la brochure
“ Muter ou chuter “
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

*

G.S.E.D.
***G**roupe des **S**alariés*
*pour l’**E**conomie **D**istributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

E D E N
***E**quipes pour la **D**iffusion*
*d’une **E**conomie **N**ouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE
4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

Résistance
à l'agression publicitaire
61,rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
“Pour une nouvelle
conscience planétaire“
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES
Sciences/Culture
29, rue Marsoulan
75012 PARIS

pour son numéro spécial,
Garantir le revenu
fait un prix pour les abonnés
de la GR s'adressant
au journal :100F, franco.

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

AGIR ICI
pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Cette page est consacrée à des extraits de lettres reçues depuis la sortie de notre N° d'avril et provenant de lecteurs qui commentent leurs envois de questionnaires et les réponses qu'ils ont obtenues. Nous ne pouvons évidemment pas toutes les citer, que ceux qui ne sont pas publiés cette fois veuillent bien nous en excuser.

Bravo pour la GR. Elle me plaît de plus en plus, si c'est possible. Je crois vraiment que le temps approche où les politiques seront obligés de voir le contenu de nos propositions….'en ai pour preuve …la compréhension de plus en plus réelle par le public, excepté les chômeurs.

J.G., Fumel

Réponse. Voila encore qui nous encourage. Mais comment expliquez-vous l'attitude des chômeurs contactés ? Leur avez-vous montré que l'E.D. cesse de les exclure ?

***

Je trouve extraordinaire que, aussi bien le candidat communiste que le candidat giscardien pense que le chômage est d'ordre conjoncturel.

J.B., Eragny

Réponse. Il nous est arrivé, en dépouillant les questionnaires reçus, de nous demander si tout les candidats connaissent le sens des mots "structurel" (du à la structure même du système) et "conjoncturel" (du à un événement occasionnel, ici extérieur au système) car même un de nos lecteurs a cru bon de barrer sur le questionnaire qu'il envoyait le mot conjoncturel pour le remplacer par le mot structurel, ce qui, pourtant ne changeait pas la question…

***

Une réponse sur cinq ! Quel courage ! Et quelle déculottée de guignols à ce "gauche)droite-fric!

E.B., Le Pellerin

Réponse. Il nous a semblé que le taux de réponses reçues dépendait aussi des lettres d'accompagnement et de la date de leur envoi.

***

Sur six candidats contactés, une seule réponse, celle du candidat socialiste, dont certaines sont en contradiction entre elles : les réponses 1,4,5,6 sont dans la ligne actuelle, les autres paraissent exprimer la volonté de changer les choses. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait il y a douze ans?….Dans l'ensemble, dirigeants politiques et syndicaux d'entreprises, sont déconnectés de la base…où beaucoup ont des idées mais renoncent à les proposer…devant l'inertie de la Hiérarchie… Je travaille à France Télécom, je fais partie des services techniques. Certains d'entre nous proposent des solutions pour améliorer la marche de l'entreprise. Très peu sont retenues. Et nos cadres nous abreuvent de belles formules ("utiliser les ressources humaines, participation…"). Il n'y a pas de participation. Est-ce mieux dans certaines& régions?

A.P., Chaumont-en-Vexin.

Réponse. Etes-vous sensible à notre proposition de contrat social permettant à tout citoyen de rendre publique son activité au service de la société et ses propositions innovatrices ?

***

Si nous voulons faire évoluer les choses, je pense qu'une occasion nous est offerte. La désagrégation du PS laisse une place à combler… Ce n'est pas la nouvelle majorité qui va faire évoluer les choses dans le bon sens, bien au contraire. Il faudrait nous rassembler d'abord au niveau départemental, pourquoi pas et ensuite au niveau national…Les évènements actuels me font douter pour l'avenir. Il faut une prise de conscience de la population.. Je cherche des collaborations pour essayer de convaincre le plus de monde possible, susciter une prise de conscience d'ampleur nationale.

A.P., Chaumont-en-Vexin

Réponse. Formidable, d'autant que cette proposition en rejoint d'autres. C'est bien la preuve que les distributistes se prennent par la main dès lors qu'ils en ont senti l'urgence :

Nous avons reçu de semblables propositions de l'Oise, du Var et de la Côte d'Or.
Que les amis distributistes prêts à s'y rencontrer se fassent connaitre au journal.
Et que d'autres se proposent.

***

Simplement silencieux, dubitatif et…mollasson, j'ai été peu enthousiasmé par les propositions et les cogitations du "comité directeur" qui a préféré s'adresser aux candidats plutôt qu'aux électeurs, alors que je penchais pour la seconde action et que les deux auraient fort bien pu se compléter. Celle choisie par le "CD" n'avait rien d'original, en ce sens que ce n'est pas la première fois que les candidats sont sollicités sur leurs intentions, leurs promesses qu'ils ne peuvent et quelques fois ne veulent pas tenir. Toute autre aurait été une action auprès des électeurs, et même si un vote global nul en résultats n'aurait rien changé à la marche des évènements et à "une défaite de la gauche", le fait de trouver des dizaines de bulletins nuls portant la mention «je veux des droits économiques» n'auraient pas manqué d'intriguer les scrutateurs et les hautes sphères des Préfectures chargées de rendre compte au Ministère de l'Intérieur…

R.C., Gap

Réponse. Ce que vous appelez "Comité Directeur" (nous disons plutôt "comité de lecture") est ouvert à tous les abonnés pour sa réunion mensuelle du dernier samedi du mois. C'est vrai que nous avons débattu de vos deux propositions, choisi et mis en œuvre la première. (le questionnaire a été maintes fois remanié, condensé, longuement "pesé") et que nous avons rejeté la seconde pour la simple raison (expliquée dans notre n° de mars) que nous ne croyons pas à l'effica-

cité du vote nul que les scrutateurs (ils sont peu nombreux) ne regardent même pas. Nous pensons que vous vous faites des illusions sur le zèle des "hautes sphères" des Préfectures à lire les bulletins nuls. Cependant, rien n'empêchait nos lecteurs de voter comme bon leur semblait, même sans que nous leur préparions leur bulletin nul.

***

...Sur le plan local, j'ai cependant adressé le questionnaire à 5 des 9 candidats . Ci joint les réponses des 2 qui ont répondu non seulement au questionnaire mais aussi sur leur position vis-à-vis de l'Esperanto. Curieusement dans sa profession de foi, un des candidats s'est référé à Jacques Duboin et à son mouvement ! Mais parler de J.D. au peuple de France et sur un sujet tabou sans avoir au préalable ouverts les yeux des électeurs et leur avoir expliqué le b-a,ba de l'économie distributive, autant prêcher cette doctrine à des Patagons. Qui était ce Jacques Duboin ?

R.C., Gap

Réponse. A propos d'Esperanto, nous avons un texte de présentation de l'économie distributive dans cette langue à la disposition de nos lecteurs.

***

L'association espérantiste SAT-Amikaro vient de tenir son congrès annuel (230 participants, dont 43 étrangers)…Une section espérantiste s'y exprime depuis des dizaines d'années…Il y a deux ans, nous nous sommes mis d'accord pour remplacer notre titre par "Frakcio por Distribua Ekonomio"…J'en suis chargé du secrétariat. Grâce à un panneau, j'ai pu chaque jour poser une question différente aux congressistes, concernant les progrès techniques, le chômage, la crise, etc. Le 11 avril, les membres du groupe et les sympathisants se sont réunis…et ont pu, par des exemples pris dans la vie économique récente et la vie politique de ces dernières années, montrer combien est souhaitable l'instauration d'une monnaie non thésaurisable, dite distributive…

E.M., Savournon

Réponse. Nous lançons ici un appel pour que tous les distributistes espérantistes se regroupent dans la *"Frakcio por Distribua Ekonomio"*, qui est évidemment un groupe international et qui, comme tel, offre de nouvelles possibilités de diffusion de nos réflexions.

***

La gauche, faute d'idées et d'actions pour appliquer le programme et les promesses de 81, a chuté lamentablement aux législatives. La rupture avec le capitalisme, prônée par François Mitterrand, n'a même pas fait l'objet d'une tentative.

Faute de projets pour l'avenir, notamment pour l'échéance de 95, la gauche sera-t-elle plus accessible à nos propositions? Cela est possible. C'est pourquoi nous devons accentuer notre propagande auprès de toute la gauche. Je m'y emploie avec mes faibles moyens ; d'autres distributistes agissent sans doute dans ce sens. Ma fille redouble d'énergie auprès de militants de gauche et de diverses personnalités connues pour leur volonté de sortir de l'ornière dans laquelle l'économie "de marché" continue de s'enfoncer inexorablement.
Militants, courage, le moment nous est propice puisque tous les rafistolages de la libre entreprise, du capitalisme, sont demeurés sans effet.
Les électeurs n'ont comme ressource que le mouvement du balancier, gauche - droite. Proposons-leur, pour la socio-économie de demain, de s'adapter à l'horloge électronique de notre temps : l'économie de partage du travail et des richesses.

Paul Béné, Bagnolet.

Voici les partis des candidats ayant envoyé les remarques reproduites pages 5 et 6 :

1. PS ;
2. PC ;
3. PS ;
4. PC ;
5."Chasse, pêche, nature et tradition" ;
6. PS ;
7. Verts ;
8. PS ;
9."Chasse, pêche, nature et tradition";
10. GE ;
11. GE ;
12. GE ;
13. PS ;
14. Verts ;
15. Verts ;
16. PS ;
17. PC ;
18."Chasse, pêche, nature et tradition" ;
19. GE ;
20. GE ;
21. GE ;
22. EE ;
23. UDF-PR ;
24. PS ;
25. PC ;
26. RPR ;
27. PR ;
28. UPF dissident ;
29. PC ;
30. "divers" (inconnu à la GR) ;
31. André Sainjon, app. PS ;
32. PT ;
33. Verts ;
34. Verts ;
35. LCR ;
36. PS ;
37. Verts ;
38. GE ;
39. Union Ecologie et Démocratie.

Combien en aviez-vous deviné?

Ils disent la PAIX avec leur voix,
mais ils n'en suivent pas la voie.

Albert CHANTRAINE
poete-écrivain au service de la Paix.

Un constat :
L'histoire nous apprend que, depuis son apparition sur la Terre, l'homme a cherché à assurer sa subsistance en exploitant la nature de plus en plus efficacement, c'est à dire, finalement en réduisant le travail qu'il lui fallait fournir. Pour cela, il a inventé des outils de plus en plus perfectionnés. Lents au début, presqu'imperceptibles, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, automatisés, informatisés…Qui plus est, il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier et, presque, de lui faire produire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science*** (1) dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *on ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat à la durée d'un travail accompli.*
Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services : c'est ***ce qu'on appelle la crise*** (1)**.**

L'adaptation nécessaire :
Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être accessible à tous. En effet, avec la fin de l'ère de la rareté des biens et des services s'achève l'ére de l'échange : un pouvoir d'achat (salaire pour la plupart des gens) contre un temps de travail. Une double réorganisation s'impose donc : d'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires** à la production, tâches dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologique, d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches :
On peut considérer le partage des tâches comme un **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins sociaux. C'est son **devoir de citoyen**. Bien que l'opinion "progressiste" en France commence depuis peu à l'envisager, ce partage est une remise en cause totale de la notion d'emploi. Il s'agit en effet de ne plus considérer le "travail" comme l'activité essentielle de l'homme, commandant toutes les autres et déterminant à vie son "niveau social" et d'admettre que d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat :
Elle se fait en créditant périodiquement, et de sa naissance à sa mort, le compte que chaque citoyen a dans une banque (nouveau régime). Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce (du type de celles existant actuellement ou plus perfectionnée), ou d'un carnet de chèques, s'il préfère. Tout comme aujourd'hui, le montant de l'achat est déduit par sa banque du compte qu'il possède. Rien n'est donc changé pour le consommateur. Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant. Autrement dit, dès qu'un bien ou service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt (elle n'est pas thésaurisable), elle n'est plus anonyme.
Le montant des crédits à distribuer chaque mois (par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, que celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. En gros, il consiste à évaluer démocratiquement, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte de diverses contraintes (2) et des investissements nécessaires à cette production ainsi que des besoins des services publics. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à réaliser cette production. Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Il est évident que c'est là un objectif que l'on ne peut atteindre qu'à long terme, la plupart des hommes n'étant pas prêts culturellement à un tel changement. Il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures transitoires.

→

———
(1) Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

———
(2) d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

Les mesures de transition :
Quelques groupes de réflexions particulièrement avancés, en France, en Europe, et plus généralement dans le monde industrialisé, envisagent depuis quelques années l'instauration d'un revenu minimum, égal pour tous, associé éventuellement à un travail rémunéré, de façon à maintenir une hiérarchisation des revenus. Nous considérons cette "**allocation universelle minimale**" comme une première transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités. Et pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique** (3) renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.
En bref, l'objectif du contrat civique est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, d'innover, de faire preuve d'originalité et surtout de faire valoir ses diverses activités (4), même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.
Simple définition du service civil choisi, ou projet ambitieux de création d'entreprise, le contrat civique est conclu entre chaque citoyen et des instances compétentes, tout projet de contrat à examiner devant faire l'objet d'une très large publicité préalable.
Ces instances doivent être mises en place au niveau adapté à l'envergure du projet (autrement dit, en respectant le principe de subsidiarité), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de consommateurs siégeant à titre personnel .

M-L D.

———
(3) voir notre N° 901
(4) lire "Les affranchis de l'an 2000"

Nous vous proposons ci-dessous quelques ouvrages qui vous permettront d'approfondir votre réflexion.

◊ Pour faire réfléchir autour de vous:

**** un livre plein d'humour :***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques, (65 F, franco),

**** une brochure à faire lire :*** **L'ECONOMIE LIBÉRÉE**, par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques, (22 F, franco),

◊ Pour votre réflexion personnelle :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails, (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ Pour animer une discussion :

* deux brochures reproduisant dans le style de la conversation des textes de conférences (20 F, franco, la première ; 25 F, franco, la seconde) :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN
et **LE CAPITALISME DANS TOUS SES ÉCLATS,** d'André PRIME,

* une ***cassette audio*** reproduisant la première de ces conférences, pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco),

◊ Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :

* un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions :

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS , (25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris